

Impact du « forward rate » et marché noir

La crise des devises perdure à Maurice

Alors que le manque des principales devises sur le marché de change continue de susciter des inquiétudes, la pratique du « forward rate » par les banques et cambistes aggrave davantage la situation. Certains évoquent également le risque du marché noir.

Un banquier, spécialiste dans les devises, est catégorique. Sous couvert de l'anonymat, il indique que la situation actuelle est critique. « Déjà, il y a une forte appréciation des devises principales telles que le dollar, l'euro et la livre sterling », dit-il. Mardi 2 juillet, cite-t-il, le dollar se vendait à Rs 48,35, l'euro à Rs 52 et la livre sterling avait déjà passé la barre de Rs 60. Suivant la tendance, le banquier fait ressortir que les devises vont apprécier davantage dans les jours, voire les semaines à venir.

Pour profiter de cette situation et faire de bonnes affaires, certains cambistes et des banques commerciales pratiquent le « forward rate », aussi connu sous le nom de taux à terme, observe-t-il. Le « forward rate », explique le banquier, permet aux cambistes ainsi qu'aux

banques de vendre des devises à une valeur au-delà du taux officiel. « Par exemple, récemment, un bureau de change a vendu l'euro à Rs 52,50 alors que le prix était officiellement affiché à Rs 51,50 ce jour-là », indique-t-il. Si la différence peut, à première vue, sembler dérisoire, à seulement une roupie, « ce type de transaction se fait en gros montant, soit à partir de 50 000 euros et plus. Donc, le bénéfice aussi est énorme ».

UNE PRATIQUE LÉGALE

Le « forward rate » est une pratique tout à fait légale, poursuit le banquier. « Par exemple, si une entreprise sait qu'elle aura besoin de dollars dans six mois, elle peut conclure un contrat à terme pour acheter ces dollars à un taux fixe aujourd'hui », souligne-t-il. Cependant, il est d'avis que certains établissements de



Les devises se font rares sur le marché de change.

crédit et cambistes abusent de cette pratique, ce qui aggrave davantage la pénurie de devises sur le marché.

Face à cette situation, la Banque de Maurice (BoM) doit intervenir et établir des directives strictes pour qu'il n'y ait pas d'abus, insiste

le banquier. Les perdants du « forward rate », fait-il valoir, sont principalement ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter en grande quantité : « Il s'agit notamment des petits commerçants, ceux qui partent en voyage et ceux qui poursuivent leurs

ESTIMATIONS REVUES À LA HAUSSE

Les taxes sur les produits rapporteront Rs 92,91 Md à l'État

L'État récoltera plus de taxes sur les produits cette année en comparaison aux précédentes années, rapporte Statistics Mauritius dans son dernier rapport sur les comptes nationaux.

Journaliste : Christina Vilbrin-Le Bon | Infographie : Eric Antoine



Risque de marché noir

Amit Bakirta affirme qu'ANNEAU a été parmi les premiers à souligner le risque de marché noir dans le marché des changes depuis 2021. « Il s'agit d'une menace majeure car cela pourrait conduire à un écart beaucoup plus large entre les taux de change officiels réels et le taux de marché réel 'parallèle', et cela a été empiriquement observé », explique-t-il.

Amit Bakirta avance, en effet, qu'il a été prouvé qu'au fil du temps, les taux de change officiels tendent à converger vers les taux du marché parallèle. « Il faut qu'on réponde urgemment et sagement à ce problème. Un centre financier international de bonne réputation ne peut simplement pas faire face à une telle situation. C'est inconcevable ! »

Beelal Baichoo partage le même avis. Il avance que certains opérateurs se sont plaints qu'on leur proposait des taux plus élevés que les taux

officiels pour acheter des devises auprès de leurs fournisseurs. « Cette situation n'est pas surprenante : chaque fois que nous sommes confrontés à une pénurie d'un produit, les opportunistes veulent exploiter tous les moyens en vue de réaliser des gains exceptionnels ou de profiter de la situation, d'où la forte probabilité d'un marché noir », expose-t-il.

Néanmoins, il estime que cela ne peut se produire que dans une certaine mesure, probablement par la pratique de tarifs plus élevés, supérieurs aux tarifs officiels supposés, par les opérateurs autorisés en place. « Par ailleurs, la Banque centrale s'est montrée assez solide dans sa surveillance, et il est donc peu probable qu'un marché des changes important, non réglementé et non officiel puisse exister en parallèle et perdurer longtemps sans être pris dans les filets de la probabilité réglementaire », déclare-t-il.



Amit Bakirta, CEO d'ANNEAU.



Beelal Baichoo.

études à l'extérieur. »

Beelal Baichoo, consultant en « Compliance », affirme que la pénurie de devises n'est pas nouvelle. « Si on parle aux commerçants, aux importateurs et aux autres opérateurs, on comprend que cette pénurie dure depuis un certain temps déjà », dit-il. D'ailleurs, avance, lui, Amit Bakirta, CEO d'ANNEAU, la crise des devises fortes s'explique, d'une part, par une pénurie accumulée depuis la pandémie de COVID-19 et, d'autre part, par la préférence de la BoM pour une monnaie plus faible. « Cela amplifie ainsi le choc entre l'offre et la demande dans le système bancaire, dans lequel les banques commerciales et les acteurs du marché ont perdu confiance dans la roupie. Ils accentuent alors la demande de devises les plus fortes, alors que l'offre de celles-ci est restée extrêmement limitée », fait-il comprendre.

En outre, ajoute-t-il, dans le contexte actuel de resserrement des liquidités, les exportateurs sont moins enclins à vendre et à abandonner leurs « précieuses » devises, craignant un affaiblissement accru de la roupie. « Ce qui les amène à ne pas vendre leurs devises et à les thésauriser, à l'instar des banques commerciales pour qui plus la roupie se déprécie, plus leurs revenus en devises provenant des activités du segment B sont élevés, et elles sont donc susceptibles de déclarer des revenus et des bénéfices plus élevés libellés en roupies », explique Amit Bakirta.

Du point de vue du différentiel de taux d'intérêt, le portage du dollar américain et de l'euro est aujourd'hui plus attractif pour les investisseurs que la roupie. Ainsi, poursuit-il, à l'échelle mondiale, à mesure que l'environnement monétaire se resserre, une crise de liquidité est attendue. « Et donc cette spirale descendante qui n'est pas résolue alimente, entre autres, une réputation négative catastrophique de notre juridiction financière internationale », déplore Amit Bakirta.

Leena Gooraya-Poligadoo
l.gooraya@defimedia.info

Conséquences sur les importateurs et les consommateurs

Une pénurie de devises implique plusieurs conséquences importantes pour les importateurs. Ces derniers peuvent avoir du mal à acheter des biens et des services à l'étranger si les devises nécessaires ne sont pas disponibles. Cela peut entraîner des retards dans les livraisons ou même l'impossibilité d'importer certains produits essentiels.

Sonny Wong, COO d'Innodis, reconnaît qu'il y a un manque de devises sur le marché des changes actuellement. « Cela a pour conséquence que nous avons des retards dans le paiement des fournisseurs internationaux », déplore-t-il.

Par ailleurs, le banquier interrogé avance que si les importateurs doivent acheter des devises sur le marché parallèle ou à des taux de change désavantageux, leurs coûts d'importation augmentent. « Cela peut se traduire par des prix plus élevés pour les consommateurs finaux », explique-t-il.

Beelal Baichoo abonde dans le même sens. « Depuis un certain temps, dans le jargon populaire, on dit que les prix ne cessent d'augmenter, et c'est une conséquence directe d'une hausse des taux de change



Sonny Wong, COO d'Innodis.

utilisés pour payer les matières premières dans la production ou les produits finis qui sont sur les étagères », dit-il. Il existe également un risque d'incapacité financière pour les importateurs de régler leurs factures dans les délais. « Il est très probable que leur solvabilité soit affectée et que finalement la réputation du pays soit en jeu », prévient-il.

KEVIN RAMKALOAN, CEO DE BUSINESS MAURITIUS

« Nous nous attendons à ce que la Banque centrale prenne les mesures appropriées »

Le CEO de Business Mauritius affirme qu'une pénurie de devises peut affecter directement les entreprises de plusieurs manières. « Pour beaucoup, cela peut occasionner des retards dans l'importation de matières premières de bien d'équipements et d'autres produits essentiels, ce qui perturberait les chaînes d'approvisionnement et retarderait la production », prévient-il. La fluctuation des taux de change, poursuit-il, peut aussi créer des incertitudes, et des hausses sont possibles quant aux coûts de production et les prix à la consommation.

Selon Kevin Ramkaloan, au-delà de son mandat de stabilité des prix, la BoM joue également un rôle crucial en garantissant un marché des changes fonctionnel qui réponde aux besoins des opérations commerciales. « Nous nous attendons à ce que la Banque surveille étroitement la situation et prenne les mesures appropriées pour remédier aux déséquilibres », insiste-t-il. Il sera



Kevin Ramkaloan, CEO de Business Mauritius.

également important d'être prudent face aux activités spéculatives qui pourraient aggraver cette pénurie temporaire, ajoute-t-il.